

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Le-poids-de-la-dette-de-l-Amerique-Latine-au-1er-janvier-2006>

Le poids de la dette de l'Amérique Latine au 1er janvier 2006

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 25 octobre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Attention, le contenu de ces cahiers n'est plus mis à jour. Merci d'en tenir compte si vous utilisez ces documents à titre de référence.

[Le Monde Diplomatique](#). Paris, février 2006

L'endettement de l'Amérique latine atteignait 42 milliards de dollars en 1972 : il était de l'ordre de 500 milliards de dollars en 1996 et de 706 milliards en 1999. Jusqu'à la fin des années 70, les banques privées, la Banque mondiale et les gouvernements du Nord ont mené une politique active de prêts à bas taux d'intérêt.

Pour les pays du Sud il était alors tentant de s'endetter : leurs revenus d'exportation croissaient et leur permettaient de rembourser sans trop de difficultés. Pour les pays du Nord, il s'agissait avant tout de recycler les surplus pétroliers. Baisse des revenus d'exportation, hausse des taux d'intérêt, arrêt des prêts bancaires, la crise de l'endettement se manifeste pour la première fois en 1982 lorsque le Mexique suspend unilatéralement le paiement des intérêts de sa dette. Ne pouvant plus rembourser, les nations cherchent à obtenir des rééchelonnements (étalement des remboursements sur une période variant de dix à vingt ans) auprès du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, des clubs de Paris (regroupant les gouvernements du Nord créanciers) et de Londres (réunissant les banques privées du Nord). Ces derniers consentent de nouveaux crédits conditionnés à l'application de Plans d'ajustement structurel.

Leurs effets sont connus : réduction drastique des dépenses sociales, accélération des privatisations, déréglementation des relations de travail, augmentation du chômage, développement de la pauvreté... Ils aboutissent dans la pratique à dessaisir les Etats et leurs représentants élus de la maîtrise de leur économie et de leur développement. En juin 1984, le groupe de Carthagène (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Mexique, Pérou, Uruguay, Venezuela, République dominicaine) mit l'accent sur la nécessité d'une approche politique de la question de la dette au niveau international : la valeur cumulée des créances extérieures de l'Amérique latine était supérieure à la moitié de son produit intérieur brut.

Un an plus tard, le plan Baker (du nom du secrétaire d'état américain au Trésor) envisagea d'apporter sur trois ans une quarantaine de milliards de dollars d'argent frais à 15 pays très endettés. Sa théorie du désendettement par la croissance (basée sur la réduction de l'inflation, le renforcement du rôle des institutions financières internationales et la hausse des prêts des banques privées) se traduisit par un échec cuisant mais atteignit son objectif réel : gagner du temps en faisant miroiter une sortie de crise excluant toute action concertée des pays latino-américains. On put croire l'heure de celle-ci venue à Punta del Este, en 1986. Les chefs d'état du continent exprimèrent leur refus de sacrifier paix sociale et stabilité politique sur l'autel du remboursement.

Dans les faits, ils se montrèrent cependant incapables d'adopter une position commune et chaque pays négocia par la suite de manière bilatérale, espérant ainsi (et à tort) tirer son épingle du jeu. En 1989, le plan Brady proposa un échange des créances bancaires contre des titres garantis par le Trésor américain, à condition que les banques réduisent le montant des créances et qu'elles remettent de l'argent dans le circuit. Les pays bénéficiaires s'engageaient pour leur part à consolider une partie de leur dette et à signer... des programmes d'ajustement structurel avec le FMI.

Le problème était ainsi réglé pour les banques et... repoussé pour les débiteurs. La croissance des économie latino-américaines, dans les années 90, a fait oublier le fardeau de la dette. Pourtant - entraînant des coupes claires dans les dépenses sociales, dégradant les conditions de vie des populations et freinant leur développement - , la région a payé 749 milliards de dollars entre 1982 et 1996 pour son seul service (les intérêts), c'est-à-dire plus que la dette totale accumulée. La dette devait atteindre 706 milliards de dollars en 1999, nécessitant 123 milliards de dollars

pour le paiement de son service.